NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 1er août 2022

Derrière le cirque parlementaire,

La nécessité de lutter pour nos salaires

La loi sur « le soutien » du pouvoir d'achat a été votée à l'Assemblée. Le Sénat vient de voter quelques modifications… Beaucoup d'encre dans la presse mais pas beaucoup de sous en plus sur nos comptes. Dans le même temps, l'inflation atteint en juillet plus de 6% sur un an, soit le niveau le plus élevé depuis celui enregistré en 1984, et qu'en sera-t-il en fin d'année ? Ce sont surtout les prix de nos consommations courantes comme l'énergie et les produits alimentaires qui en font les frais.

Discours et économie de guerre

Alors que les prix explosent pour tous les travailleurs, Macron s'est dit, le 14 juillet, contre une augmentation générale des salaires et favorable à une négociation par branche… pour mettre au niveau du SMIC tous les emplois qui ne le seraient pas encore.

Mais aimant discuter gros sous, il a longtemps exposé son point de vue sur la nécessité d'augmenter le budget de l'armée en se flattant d'avoir déjà accordé 26 milliards d'euros de hausse lors du quinquennat précédent. Trois objectifs majeurs sont poursuivis : faire face à un conflit de haute intensité, c'est-à-dire avec un pays industrialisé à forte technologie militaire comme la Russie, intervenir au Moyen-Orient et en Afrique sous prétexte de combattre le terrorisme, et placer ses pions en Ukraine. Le but est simple : constituer des stocks de matériel militaire, en produire plus et en plus grande quantité.

Lui qui pleure constamment sur les dépenses de l'État à réduire, n'a pas vraiment parlé du financement de cette politique. Rien n'est trop cher pour cette « économie de guerre » promise et qui devrait nous conduire à accepter la « sobriété » dans l'emploi de l'énergie, surtout du gaz, que l'État russe pourrait couper.

Loi « pouvoir d'achat » : le compte n'y est pas, mais pas du tout

Telle que discutée dans les assemblées, cette loi ne compte que quelques mesurettes : augmentation des pensions de retraite et des prestations sociales à hauteur de 4%, allocation aux adultes handicapés revue à la hausse (en 2023 !), revalorisation des aides personnelles au logement (APL) et le plafonnement de la revalorisation des loyers (3,5% en métropole, 2% dans les anciennes colonies d'Outre-Mer), maintien de la réduction de 18 centimes pour le litre de carburant remontée à 30 centimes en septembre, redescendue à 10 centimes en novembre… Certains philanthropes, comme Total, accordent une réduction de 12 centimes par litre valable en juillet et août.

C'est de la poudre de perlimpinpin. Rien n'est pérenne et surtout rien n'est là pour régler le problème ou même permettre d'espérer un rattrapage effectif de l'inflation. Le message est clair, pour s'en sortir, il faudra trimer plus, c'est le sens par exemple de « la monétisation » des RTT prévue dans le même projet de loi. Comme si celles et ceux qui ont un travail ne travaillaient pas déjà suffisamment longtemps.

Le vote de ces mesures à l'Assemblée nationale a donné lieu à beaucoup de bouillonnement. Les Républicains ont voté nombre de mesures en marchandant un peu pour montrer qu'ils existent. Le RN de Le Pen a montré, à nouveau, sa nature anti-ouvrière et voté avec le gouvernement contre les augmentations de salaires. La NUPES tempête, s'abstient, vote contre, dépose beaucoup d'amendements pour au final pas grand-chose. L'échelle mobile des salaires telle qu'appliquée en France de 1952 et 1982 avait d'ailleurs été abrogée par la gauche.

Par le combat, imposer un programme immédiat

Des grèves ont éclaté ces derniers mois pour réclamer de vraies augmentations de salaire : 300 euros mensuels pour tous par exemple chez les grévistes de Roissy. Nous n'en sommes plus à nous satisfaire de primes. Juste pour rappel : le CAC 40 a empoché, en 2021, 174 milliards de bénéfices.

Sans un mouvement d'ensemble, nous ne pourrons que subir les attaques du patronat et du gouvernement. Il faut faire entendre et imposer nos mesures d'urgence :

- augmentation uniforme de tous les salaires, des minima sociaux et des pensions d'au moins 300 euros, comme l'ont mis en avant les grévistes de Roissy ;
- pas de revenus inférieurs à 1 800 euros ;
- des embauches dans tous les secteurs à la hauteur des besoins ;
- augmentation des salaires, allocations et pensions au même rythme que l'inflation.

Urgence maternités !

Nationalement un quart des maternités sont en tension en raison de difficultés de recrutement. À Saint-Denis, les sages-femmes avaient déjà alerté sur leurs conditions de travail, alors que l'été dernier 21 postes étaient vacants et huit lits fermés. Cet été, 30 postes sur 90 sont vacants et 17 lits fermés. Un article récent de Mediapart évoque une situation complexe pour l'accouchement d'un bébé. Les mesures proposées par l'ARS et le Conseil départemental ne permettent pas d'espérer un soulagement du personnel et des mamans. Et dire qu'il y a quelques mois, la maternité des Lilas était encore sous la menace de fermeture…

S'imposer

Des mobilisations ont retardé la fermeture de la maternité des Lilas au printemps dernier. Les fortes mobilisations, notamment des sages-femmes à Saint-Denis de l'automne et l'hiver derniers, ont arraché des mesures à la direction, mais aussi au niveau national, des augmentations de salaire. Elles ne suffisent pas encore, mais nous pouvons reprendre la lutte et nous imposer.

S'imposer partout

En gériatrie, le combat est le même. Les collègues des longs-séjours ont arraché des créations de postes dans le cadre de l'extension des surfaces. Ces créations sont encore insuffisantes mais sans la lutte il n'y aurait rien eu. Il ne faut pas en rester là ! Il y a encore tant à gagner.

Le flash dans les yeux

60 pages et 41 mesures proposées à la Première ministre par le Docteur Braun, devenu depuis ministre de la Santé, pour que perdure la descente aux enfers des urgences. Déjà 133 d'entre elles, d'après le rapport, connaissent des fermetures et des difficultés de fonctionnement et, comme aucune mesure sérieuse n'est prise, ça ne peut que se dégrader encore.

On est pas des pigeons

Pour le personnel, quelques miettes, comme une revalorisation du travail de nuit et une prime pour les week-ends du 14 juillet et du 15 août. Pour faire fonctionner les urgences, se débarrasser des malades, en les triant sur place ou par téléphone avec le 15, pour aller… nulle part ailleurs ?

Une seule voie : la lutte

Plusieurs services d'urgences sont en grève. La généralisation de ces mouvements à tout le personnel de la santé est la seule voie possible pour sauver l'hôpital : augmentation d'au moins 400 euros permettant les embauches massives nécessaires et la création des milliers de lits indispensables pour accueillir les malades. La lutte on l'a déjà commencée en 2019-2020. Reprenons-la, encore plus fort !

Jacadi a dit ?

Ce lundi fin des mesures d'urgence liées au Covid-19 et notamment de l'obligation du masque dans les établissements de santé. Le gouvernement n'ayant pris que de sages décisions depuis l'apparition du virus, on est évidemment rassuré.

Il y a un peu plus d'un mois par contre, notre direction nous rappelait les « bonnes pratiques » : pour notre santé ? Surtout pour que nous ne soyons pas trop en arrêt maladie...



On lève tout, sauf les sanctions contre le personnel soignant

Si les « mesures d'urgence » sont suspendues, les mesures de fond demeurent. Dans le genre autoritarisme et compression de personnel, notons la non-réintégration des collègues suspendus.

On l'avait pas vu venir !

Chaque année, le grand « plan bleu » contre la canicule nous passe sous les yeux : oui ce sont les quelques bouteilles d'eau et brumisateurs sur lesquels nous tombons par hasard ! Merci, merci, c'est trop !

En attendant, les températures dépassent notre température corporelle et certains endroits de l'hôpital sont des fours. L'installation de la climatisation ne serait pas possible en raison des normes environnementales... Bon d'accord, nous défendons l'environnement mais... on parle de personnes (agents et patients) qui risquent des dégradations de santé voire la mort à cause des fortes chaleurs ! Où en est la réflexion pour une meilleure isolation des bâtiments ? Ça coûte moins cher de crever de chaud ?

La planète brûle, jusque quand ?

Alors qu'une nouvelle vague de chaleur s'apprête à faire suffoquer la classe ouvrière, les départs de feu dus au dérèglement climatique se multiplient.

Un petit geste pour la planète ? Renversons le capitalisme !